

Les sanctions contre l'Iran ne fonctionnent pas

par **Foreign Policy**

le lundi 22 octobre 2012

Tags:

[MONDE](#) [Iran](#) [sanctions](#) [nucléaire iranien](#) [Etats-Unis](#) [Mahmoud Ahmadinejad](#) [ayatollah Ali Khamenei](#) [Congrès américain](#)



Dans un [article de Foreign Policy](#), Alirez Nader faisait valoir que les sanctions américaines contre l'Iran ont joué un rôle important pour empêcher le pays de faire l'acquisition d'armes nucléaires.

Au contraire, et à cause de leur formulation, ces sanctions ont représenté –et représentent toujours– un obstacle dans la résolution du problème nucléaire: plus les sanctions sont agressives, plus elles redirigent [la colère](#) que les Iraniens témoignent dans les rues à l'encontre du régime contre les Etats-Unis, d'autant plus depuis la brusque chute du rial.

Comme Nader l'a affirmé très justement, «*le régime iranien n'a fait aucune concession majeure pour le programme nucléaire*». On peut dire que les sanctions ont échoué, dans le sens où elles ont été créées dans le but très clair d'influencer les calculs nucléaires de l'Iran. On peut l'expliquer très simplement: le texte législatif des sanctions va au-delà du programme nucléaire de l'Iran, et lui fournit un bon motif de démotivation pour une coopération avec les Etats-Unis.

Comme je l'ai fait remarquer précédemment, ces sanctions peuvent uniquement être levées après que le président américain a certifié au Congrès «*que le gouvernement iranien a: (1) relâché tous les prisonniers et détenus politiques; (2) cessé toutes pratiques violentes et abusives sur les citoyens iraniens impliqués dans une activité politique pacifique; (3) conduit une enquête transparente sur les tueries et les abus à l'encontre des activistes politiques pacifiques en Iran et lancé des poursuites contre les responsables; et (4), progressé vers l'établissement d'un pouvoir judiciaire indépendant*».

Elles ne sont pas faites pour fonctionner

Même si ce sont sûrement des objectifs très louables, ils compliquent les négociations nucléaires en établissant des conditions qui n'ont rien à voir avec le programme nucléaire. En fait, de nombreux alliés des Etats-Unis seraient incapables de remplir ces exigences: les gouvernements du Bahreïn et d'Arabie saoudite font preuve d'une violente répression à l'encontre des protestations d'ordre politique, et pourtant ces pays n'ont jamais été sanctionnés par Washington.

Donc même si l'Iran interrompait complètement son programme nucléaire dès demain, il serait toujours sanctionné par les Etats-Unis. Pourquoi le gouvernement de Téhéran devrait-il alors faire des concessions sur le nucléaire, puisqu'il sera sanctionné de toute façon?

Pour résumer, les sanctions ne fonctionnent pas parce qu'elles ne sont pas faites pour fonctionner. Plutôt que de se limiter à la question du nucléaire, elles semblent avoir été créées dans le but d'exercer une pression de plus en plus «écrasante» sur la population pour –ou c'est ce qu'on pourrait croire– provoquer des agitations politiques qui entraîneront un changement de régime.

Ileana Ros-Lehtinen, la présidente de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants (pour le 18^e district de l'Etat de Floride) a déclaré que les sanctions sont destinées à «*exercer des pressions économiques écrasantes sur le régime iranien pour forcer Téhéran à abandonner son programme nucléaire et autres politiques dangereuses*».

Aucun progrès n'est fait dans ce sens. Le programme d'enrichissement nucléaire se poursuit tranquillement (sous la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique), tout comme d'autres «politiques dangereuses», telles que le soutien de l'Iran au régime syrien.

Pour le peuple iranien, il n'y a qu'un seul responsable à accuser pour les malheurs qu'ils ont subis. Ces derniers mois, alors que de plus en plus de sanctions ont commencé à être appliquées, la colère des Iraniens a basculé progressivement de l'incompétence du régime établie, avec sa répression et sa corruption, vers les Etats-Unis et l'Occident.

Même si les sanctions n'ont techniquement pas d'influence sur la nourriture et les soins, leur application au système financier empêche les Iraniens de se fournir à l'étranger. De nombreux produits destinés à la médecine ou à l'aide humanitaire ne peuvent tout simplement pas être achetés par les hôpitaux et autres institutions à l'intérieur de l'Iran, ce qui provoque des pénuries aux conséquences très graves. Ahmad Ghavidel, président de la Société iranienne de l'hémophilie, a déclaré récemment au Washington Post qu'il s'agit d'une «*prise d'otages flagrante des personnes les plus vulnérables par des pays qui prétendent agir au nom des droits de l'homme*».

Ahmadinejad, pratique bouc émissaire

Le 3 octobre, la monnaie iranienne a atteint son record le plus bas de 36.000 rials pour un dollar américain. Il y a un an, le taux de change était d'environ 13.000 rials pour un dollar. Même si cette descente vertigineuse met sans aucun doute une certaine pression sur le président Mahmoud Ahmadinejad, il est loin d'être évident qu'une chute du régime actuel apporterait des changements significatifs aux calculs nucléaires de l'Iran: la plupart des candidats de l'opposition (ceux qui ont été soumis à une enquête officielle approfondie) soutiennent également le projet d'énergie nucléaire à des fins non militaires, tout comme le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei. Même si le président est menacé, le régime ne l'est pas vraiment. Les manifestants ont clairement montré que leur opposition s'adresse à Ahmadinejad et non au système islamique. D'ailleurs, pour le moment, le régime a l'air ravi de constater qu'Ahmadinejad fait office de bouc émissaire bien pratique, responsable de toutes les difficultés économiques de l'Iran.

Et à cause de ces sanctions draconiennes, il est possible qu'un candidat encore plus réactionnaire soit élu en 2013. Quand la Russie et l'Argentine ont traversé une débâcle économique similaire il y a environ dix ans, leurs peuples ont choisi d'élire des représentants encore plus nationalistes: Vladimir Poutine et Néstor Kirchner. Et même après le changement de régime orchestré par les Etats-Unis en Irak, un gouvernement autoritaire et pro-Iran est sorti vainqueur des élections.

En attendant, la débâcle économique en Iran, déclenchée par ces sanctions, fournit encore plus de bonnes excuses au régime pour prendre des mesures contre les manifestations, et bloquer les informations télévisées internationales ainsi que l'accès à Internet.

Il faut que Washington soit clair quant aux conditions que l'Iran doit respecter dans le cadre de son programme nucléaire pour que les sanctions soient levées; sinon, tout comme en Irak, il pourrait en résulter une guerre inutile, coûteuse et contreproductive, justifiée par des armes de destruction massive inexistantes.

La formulation actuelle des sanctions est affligeante tant elle manque de professionnalisme et reste vague sur la question du nucléaire. D'ailleurs, le dernier épisode de cabotinage politique du Congrès sur l'Iran, qui a pris la forme de la résolution conjointe 41 du Sénat, s'achève sur cette déclaration:

«Le gouvernement des Etats-Unis et les gouvernements d'autres pays responsables ont un intérêt vital à travailler ensemble pour empêcher le gouvernement iranien d'acquiescer à l'aptitude à l'armement nucléaire.»

Ce que le Congrès veut dire par «aptitude à l'armement nucléaire» reste obscur, surtout que dans une certaine mesure, l'Iran possède déjà cette aptitude.

Tout pays avec un secteur nucléaire civil entièrement développé possède cette *aptitude* à fabriquer des armes nucléaires. Le Brésil et l'Argentine ont une aptitude à l'armement nucléaire. Mais, de la même manière qu'on ne peut pas avoir d'excès de vitesse pour le simple fait de posséder une voiture de sport qui a l'*aptitude* d'atteindre 200 km/h, il n'est pas illicite pour un pays de posséder une aptitude à fabriquer des armes nucléaires.

Une façon de justifier une guerre

Ce qui est illicite en revanche dans le cas de l'Iran, c'est de détourner sa réserve d'uranium enrichi si bien gardée pour s'en servir dans un but militaire (ce qui n'a jamais été reproché au pays).

D'ailleurs, selon le dernier rapport publié par l'AIEA, l'estimation du stock d'hexafluorure d'uranium enrichi à 20% (UF6) de l'Iran a en fait diminué en passant de 101kg (estimation qui date de mai) à 91,4kg. Cette révision de l'estimation de la réserve d'uranium «enrichi-ssable» à 20% de l'Iran s'explique par la conversion d'un peu de cet UF6 en carburant métallique pour produire des plaques destinées au réacteur de recherche de Téhéran.

La reconversion vers la forme gazeuse est difficile et prend du temps. Quelles que soient les limites à l'armement nucléaire que l'on veut donner à

l'Iran, le pays recule de lui-même. On est en fait loin d'une course effrénée à l'armement, puisque l'Iran a même plusieurs fois signalé sa volonté de faire des compromis au sujet du problème de l'enrichissement nucléaire.

Les Etats-Unis devraient songer à faire un pas vers les Iraniens en levant quelques-unes des sanctions. En refusant tout allègement de ces sanctions, Washington n'offre aucune réciprocité significative, tout en empêchant la moindre possibilité d'accord avec Téhéran, et en aidant tout bonnement l'Iran à enrichir plus d'uranium.

Ce qui est ironique, c'est que la nature dysfonctionnelle de ces sanctions pourrait être considérée comme un avantage par quelques faucons du Congrès. Tout comme avec l'Irak il y a dix ans, ils pourraient avancer que les sanctions n'ont pas « fonctionné » et justifier ainsi un passage à l'étape suivante, pour en venir au dernier recours: la guerre.

Yousaf Butt

Physicien nucléaire, professeur et chercheur en résidence au James Martin Center for Nonproliferation Studies au Monterey Institute of International Studies. Ses propos ici n'engagent que lui.

Traduit par Hélène Oscar Kempeneers

Lire l'article original sur [Slate.fr](http://www.slate.fr)

Liens:

- [1] <http://www.facebook.com/SlateFrance>
- [2] <http://www.twitter.com/slatefr>
- [3] <http://www.slate.fr/>
- [4] <http://www.slate.fr/taxonomy/term/7897>
- [5] <http://www.slate.fr/taxonomy/term/119>
- [6] <http://www.slate.fr/taxonomy/term/6193>
- [7] <http://www.slate.fr/dossier/23669/nucléaire-iranien>
- [8] <http://www.slate.fr/taxonomy/term/161>
- [9] <http://www.slate.fr/taxonomy/term/8243>
- [10] <http://www.slate.fr/dossier/21095/ayatollah-ali-khamenei>
- [11] <http://www.slate.fr/dossier/41809/congres-americain>
- [12] <http://www.slate.fr/printmail/story/63733/sanctions-iran-inefficaces>
- [13] <http://www.slate.fr/print/story/63733/sanctions-iran-inefficaces>
- [14] <http://www.slate.fr/javascript:>
- [15] <http://www.slate.fr/story/63097/israel-etats-unis-vraie-menace-credible-contre-iran>
- [16] <http://www.slate.fr/story/63219/youtube-innocent>
- [17] <http://www.slate.fr/story/64233/recette-cuisine-propriete-intellectuelle>
- [18] <http://www.slate.fr/story/62367/transition-energie-allemande>
- [19] <http://www.slate.fr/story/64231/arnaud-montebourg-omc-coree-chine>
- [20] <http://twitter.com/share?url=http://www.slate.fr/story/63733/sanctions-iran-inefficaces&via=slatefr&lang=fr>